

DÉCLARATIONS FAITES AU SOMMET DE TOKYO

DÉCLARATION ÉCONOMIQUE

1. Nous, les chefs d'État ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés et les représentants de la Communauté européenne, réunis à Tokyo pour le douzième Sommet économique, avons examiné l'évolution de l'économie mondiale depuis notre rencontre à Bonn il y a un an, et avons réaffirmé notre constante détermination à travailler ensemble pour soutenir et accroître la prospérité et le bien-être des peuples de nos pays, à soutenir les efforts des pays en développement pour promouvoir leur croissance économique et leur prospérité, et à améliorer le fonctionnement du système monétaire international et des échanges mondiaux.

2. Les progrès réalisés depuis notre dernière rencontre reflètent l'efficacité des politiques que nous nous sommes engagés à appliquer lors des Sommets économiques de ces dernières années. Les économies des pays industrialisés connaissent maintenant leur quatrième année d'expansion. Dans tous nos pays, le taux d'inflation a baissé. Conjugué à la mise en oeuvre de politiques monétaires et budgétaires prudentes, ceci a permis une baisse substantielle des taux d'intérêt. Il y a eu une modification importante de la grille des taux de change, qui reflète mieux les conditions économiques fondamentales. Pour les pays industrialisés et en fait pour l'économie mondiale, la baisse récente des prix du pétrole contribuera à maintenir une croissance non inflationniste et à augmenter le volume des échanges mondiaux, en dépit des difficultés que cette baisse crée pour certains pays producteurs de pétrole. Dans l'ensemble, cette évolution ouvre des perspectives plus encourageantes pour l'avenir de l'économie mondiale et permet de l'envisager avec davantage de confiance.

3. Cependant, l'économie mondiale est encore confrontée à un certain nombre de problèmes difficiles qui pourraient compromettre la poursuite de la croissance, notamment un chômage élevé, des déséquilibres internes et externes importants, une incertitude quant à l'évolution à venir des taux de change, le maintien de pressions protectionnistes, la persistance de difficultés pour de nombreux pays en développement, de graves problèmes d'endettement pour certains d'entre eux, et une incertitude quant à l'évolution à moyen terme du prix de l'énergie. Si nous laissons persister trop longtemps d'importants déséquilibres et d'autres distorsions, ceux-ci constitueront une menace de plus en plus grande pour la croissance économique mondiale et pour le système de commerce multilatéral ouvert.

Nous ne pouvons nous permettre de relâcher nos efforts. En formulant nos politiques, nous devons considérer le moyen et le long termes et tenir compte du caractère structurel et interdépendant des problèmes actuels.

4. Nous soulignons la nécessité d'appliquer dans tous les pays des politiques d'ajustement structurel efficaces concernant l'ensemble des activités économiques afin d'améliorer la croissance, l'emploi et l'intégration des économies nationales dans l'économie mondiale. Ces politiques incluent l'innovation technologique, l'adaptation des structures industrielles et la croissance du commerce et des investissements directs étrangers.

5. Dans chacun de nos pays, il demeure essentiel de maintenir un strict contrôle des dépenses publiques dans un cadre à moyen terme approprié de politiques budgétaires et monétaires. Dans certains de nos pays, il continue à y avoir des déficits budgétaires excessifs que les gouvernements concernés sont déterminés à réduire progressivement.

6. Depuis notre dernière rencontre, nous avons remporté quelques succès dans la création d'emplois nouveaux pour répondre à l'augmentation de la main-d'oeuvre, mais le chômage demeure beaucoup trop élevé dans nombre de nos pays. Une croissance non inflationniste reste la clé essentielle pour limiter et réduire le chômage, mais elle doit être renforcée par des politiques qui encouragent la création d'emplois, en particulier dans les industries nouvelles et de haute technologie et dans les petites entreprises.

7. En même temps, il est important qu'il y ait une coordination étroite et permanente des politiques économiques entre les sept pays du Sommet. Nous nous félicitons des exemples récents d'amélioration de la coordination entre le groupe des cinq ministres des Finances et les banques centrales, qui ont contribué à modifier la grille des taux de change et à abaisser les taux d'intérêt sur une base ordonnée et non inflationniste. Nous convenons toutefois que des mesures complémentaires devraient être prises pour renforcer encore les mécanismes mis en place pour assurer une coordination efficace de la politique économique internationale.

À cette fin, les chefs d'État ou de gouvernement:

— conviennent de constituer un nouveau groupe des sept ministres des Finances, comprenant ceux de l'Italie et du Canada,